

C
F
S
G
K



SAVAR

COMITE FRANÇAIS DE SOUTIEN À GK-SAVAR BANGLADESH

1, rue de Rivoli 75004 PARIS TEL/FAX 0144598272

e-mail : comit@comgksavar.org

Site : <http://comgksavar.org>

Novembre 2011

Chers amis du Comité, Chers soutiens fidèles de GK,

Déjà **40 ans** que le **Docteur Zafrullah** lançait sa guerre contre la pauvreté, comme il avait contribué, avec son peuple, à arracher la liberté et l'indépendance du Bangladesh. Le **Professeur Maya Altafunnessa**, nouvelle responsable de GK intronisée par le Docteur Zafrullah, est venue à notre AG du 21 mai dernier nous dire toute l'actualité de cette guerre contre la pauvreté. Elle s'est plu à rappeler les initiatives prises depuis l'origine, qu'elle connaît bien pour les avoir accompagnées depuis ses premiers pas d'étudiante volontaire à Savar. Elle a surtout redit ses projets inscrits dans la droite ligne de l'engagement initial : mobiliser leurs forces propres pour bâtir un développement durable avec les plus pauvres. Aujourd'hui, ce sont les populations délaissées des Chars, qui construisent leur développement par la création des Centres Intégrés de Développement fondés sur trois piliers communautaires : l'École, la Santé et le soutien coopératif des paysans.

Pour ce **40^{ème} Anniversaire**, les 18 et 19 février prochains, les amis de GK seront rassemblés à Savar. Notre comité y sera, à l'occasion de sa mission annuelle (selon l'usage, aux frais de chaque participant). Outre la célébration, chaleureuse à n'en pas douter, plusieurs thèmes majeurs de la pratique du développement des ONG seront débattus : l'**Émancipation des femmes** après 40 ans d'indépendance, l'originalité du **Crédit Saisonnier**, outil de développement des communautés rurales, les licences pour les **médicaments essentiels** dont chacun sait la part qu'a prise GK pour en ouvrir l'accès aux plus pauvres, les Universités privées dans l'enseignement supérieur, avec la belle aventure de l'**Université Populaire** de GK qui double ses effectifs d'étudiants, le **Développement durable des ONG** par la réduction de leur dépendance aux soutiens des donateurs étrangers.

En 2011, notre Comité poursuit son appui fidèle à GK. Il axe son action sur la **Santé Rurale** (25000 €), en finançant le fonctionnement de deux Centres intégrés des Chars et du premier centre des CHT, Y Junction. S'y ajoute le programme de perfectionnement des sages-femmes traditionnelles (12000 euros), élément important de la réduction de la mortalité liée à l'accouchement.

Il poursuit l'amélioration de l'**Éducation** (25000 €) par un programme de formation permanente des Institutrices des écoles GK aidé par le Pr AM Chartier, et la mise en place d'un directeur pédagogique GK. Avec le soutien au renforcement des **communautés des Sundarbans**, au **Seasonal Loan**, et aux initiatives écologiques (panneaux solaires), votre comité aura transféré en 2011 près de 110000€ aux programmes de GK soit **96% des dons** !

Chers amis, nous vous remercions de votre soutien. Souvenez vous que notre comité dépend de vous, de vos dons, bien sûr, surtout de vos efforts pour faire connaître autour de vous l'exemplarité du travail efficace de GK au seul profit des pauvres bangladais. Ils progressent par leurs forces d'abord, mais la route si longue exige notre soutien.

Bonnes et chaleureuses fêtes familiales à tous, meilleurs vœux aussi pour l'année 2012, et merci à chacun d'entre vous.

Jacques Lejeune

Le Bangladesh a 40 ans : où en est-il ?

Il y a 40 ans, le 16 décembre 1971, la fin de la guerre de libération (de l'emprise du Pakistan occidental) marquait le début du Bangladesh en tant que nation. Dans les années 70, Bangladesh évoquait guerre cruelle, populations déplacées, niveau de vie misérable. Plus tard ce pays mal connu, ne faisant pas partie de la « zone de solidarité prioritaire » pour la politique française, n'accédait à l'actualité qu'à l'occasion de catastrophes naturelles de grande ampleur (cyclones : 140 000 morts en 1991 ; inondations : 45 millions de personnes touchées en 1988, 36 millions en 2004 ; et - moins connues - sécheresses : 20 millions de personnes touchées en 1983).

Il est difficile, notamment pour des étrangers même attentifs, de dresser un tableau représentatif de la situation actuelle du Bangladesh, et de ses évolutions. Voici quelques points de repère, les chiffres ne devant pas faire oublier les réalités humaines qu'ils évoquent.



Rue de Dhaka

La population

En 1971, le Bangladesh comptait environ 75 millions d'habitants. Les résultats définitifs du dernier recensement en mars 2011 ne sont pas encore connus : si le gouvernement avance un chiffre provisoire de 142,3 millions, d'autres estimations, sans doute plus proche de la réalité, dépassent 160 millions. Cela en fait le 7ème pays le plus peuplé ; et surtout le plus dense, avec environ 1100 h/km² (France : 115).

Le taux de croissance annuelle de la population est de l'ordre de 1,6 % (France 0,5%), soit 2,5 millions de personnes en plus chaque année...

Mais il s'est ralenti, sous l'effet de la contraception et d'une certaine élévation du niveau de vie : le taux de fertilité est passé de 4,4 à 2,3 enfants par femme en 20 ans. Le sex-ratio est plus équilibré que dans d'autres pays asiatiques.

En 40 ans, la population urbaine est passée de 7 à environ 45 millions : l'agglomération de Dhaka approche 15 millions d'habitants, celle de Chittagong 5. L'afflux dans les villes de populations rurales démunies a entraîné le développement incontrôlé de bidonvilles et celui d'une économie urbaine de survie. Ce mouvement ne semble pas près de s'arrêter.

Un niveau de vie parti de très bas qui s'améliore

Le Bangladesh a un niveau de vie qui reste bas. Si l'on s'en tient au critère monétaire classique, le PIB (produit intérieur brut)/habitant est de l'ordre de 1700 \$ (France : 34000). Son taux de croissance est élevé, de l'ordre de 6% depuis plusieurs années. La proportion de la population en grande pauvreté diminue : de 56% en 1990, à 38% en 2008. Mais les inégalités sont fortes : près de la moitié de la population vit avec moins 1 euro par jour ; le salaire minimum d'une ouvrière du textile a été relevé après les grèves de l'été 2010 à 3000 takas, soit 30 euros par mois.

L'indice de développement humain (IDH) tient compte de critères de revenu, mais aussi de santé et d'éducation. Celui du Bangladesh progresse au même rythme que celui de l'Asie du sud, mais parti de très bas il est encore au 129^{ème} rang mondial. Il y a eu de réels progrès en matière de scolarisation et d'alphabétisation, notamment pour les filles, mais près du quart des jeunes de 15 à 25 ans restent mal ou pas alphabétisés.

En matière de santé, les réels progrès peuvent s'apprécier par celui de l'espérance de vie en forte progression : de 44 ans en 1971, elle est passée maintenant à 69 ans (en France : 81 ans). La mortalité infantile est descendue de 92‰ à 31‰. La mortalité des femmes en couche pour 100.000 naissances est passée de 57,4 en 1990 à 34,8 en 2008 (l'amélioration est encore plus forte chez les patientes de GK et le « millenium goal » de 14,4 sera atteint dans leurs centres de santé avant la date prévue de 2015). Sans entrer dans les détails des données et des critères, la situation apparaît néanmoins toujours préoccupante au niveau national : faibles dépenses de santé (32 euros /h/an ; France : plus de 3000 ...), faiblesse des effectifs et de structures de soins (3 médecins et 4

lits d'hôpital pour 10000 h ; France : 37 et 72), inégalité dans l'accès aux soins, etc.

Les défis économiques

Depuis 40 ans, le Bangladesh est resté un pays dont l'agriculture emploie encore près de la moitié de la main d'œuvre (mais elle ne contribue qu'au 1/5ème de la richesse nationale). Malgré la croissance de la production vivrière et des rendements, le Bangladesh peine à assurer son autosuffisance alimentaire et doit importer, surtout en cas de mauvaises récoltes, des denrées telles des céréales ou de l'huile, ce qui crée des tensions sur les prix au détail.

Le Bangladesh, déjà ouvert au temps de l'Empire britannique, est de plus en plus « mondialisé » : les importations et les exportations représentent chacune plus de 20 % du produit national brut, et ont plus que doublé depuis 2004, progressant plus vite que le produit national brut. Les produits textiles et d'habillement représentent 3/4 en valeur des exportations, loin devant les crevettes et poisson congelés, le jute et les cuirs.



Ouvriers et ouvrières du textile à Dhaka

Une autre source de devises est assurée par les *remittances*, envois d'argent par les travailleurs expatriés dont le nombre est estimé à 6 millions en 2009-2010 soit 4% de la population (en majorité au Moyen-Orient) : cela représente autour de 10 % du produit national brut, autant que les exportations de textiles-habillement. Toutes ces ressources en devises sont sensibles à la compétition commerciale (qui a pu bénéficier au Bangladesh quand les salaires du textile chinois ont augmenté) et à la conjoncture politique, comme on l'a vu au printemps 2011 en Libye et ailleurs, ou économique quand la crise ralentit les besoins en main d'œuvre (qualifiée ou non) dans les pays d'accueil.

Avec une population qui continue à croître sur un territoire restreint aux ressources naturelles

limitées, le Bangladesh n'est pas encore parvenu à s'inscrire parmi les « pays émergents ». Malgré le dynamisme de sa population, « les termes de l'échange » (le pouvoir d'achat de biens et services importés qu'un pays détient grâce à ses exportations) ne lui sont guère favorables : il lui faut acquérir des biens et services coûteux alors que la pression maintient à la baisse les salaires et les prix de ses produits exportés.

Les défis sociaux et politiques

Le Bangladesh, sa langue (parlée dans le monde par presque autant de locuteurs que le français), la société et les cultures bangladaises restent méconnus en France. La démographie, l'économie, l'ouverture sur le monde entraînent, au Bangladesh comme ailleurs, des évolutions politiques, culturelles et sociales qu'il n'est pas facile de saisir et de présenter sans simplifications ou partialité. Essayons d'en lister quelques-unes.

La vie politique du Bangladesh a connu depuis l'indépendance des épisodes tendus, liés à l'antagonisme de deux grands partis et à la multiplicité des factions. Cela ne s'est pas passé sans violence (deux chefs d'Etat ont été assassinés). Les confrontations entre adversaires politiques dégénèrent parfois en rixes et en règlements de compte. Mais la dernière alternance, facilitée par une phase de gouvernement intérimaire plus neutre (*caretaker government*), a été plus pacifique.



Les partis d'opposition organisent fréquemment des manifestations – notamment les « hartal » grèves générales accompagnées de manifestations souvent violentes

La corruption est certainement une des plaies tant de la politique que de la vie économique, et de la vie quotidienne des citoyens. S'il s'améliore les dernières années, l'indice de perception de la corruption établi par *Transparency international* place toujours le Bangladesh dans le peloton de queue.

L'observateur extérieur est frappé par la gentillesse et la dignité du peuple bangladais, mais aussi par la violence de certains comportements : violences faites aux femmes, souvent liées à des litiges sur les dots ; méthodes qui semblent expéditives de certaines unités de la police ; lynchages de délinquants par des foules ... Le développement de l'information et des mouvements civiques devrait contribuer à endiguer ces violences.

On sait combien GK met en exergue l'importance de l'*empowerment* des femmes, par l'éducation, la santé, l'accès à la qualification et à l'autonomie économique. La situation de nombreuses femmes s'est certainement améliorée depuis 1971, mais il reste encore beaucoup à faire pour modifier les comportements et les mentalités, notamment dans les milieux où le fondamentalisme musulman prospère.



Institutrices et fillettes M'ro devant leur école GK dans les CHT

Autre question toujours d'actualité : la place des minorités, qu'elles soient tribales ou religieuses. Dans les Chittagong Hill Tracts (CHT), les relations entre les populations tribales autochtones (les Jumma) et les arrivants venus des plaines avec l'appui des autorités ne sont pas complètement apaisées malgré l'accord de paix de 1997. Les Jumma en demandent l'application, le retrait des campements militaires de leurs terres et la reconnaissance de leurs droits territoriaux en tant que peuple indigène. D'autres minorités, Rohingyas réfugiés du Myanmar en 1991, Biharis abandonnés par les Pakistanais en 1971, sont encore marginalisées. Les minorités religieuses peuvent ne pas se sentir à l'aise devant ceux qui rappellent que l'Islam est la religion d'État.

Sur le plan géopolitique, le Bangladesh cultive son non-alignement. La situation est parfois tendue entre le Bangladesh et son grand voisin, l'Inde, à partir de conflits sur l'usage de l'eau du

Gange et de la Teesta et d'incidents frontaliers contre lesquels l'Inde a dressé une double barrière de barbelés sur plus de 2500 km. Avec le Myanmar, un litige porte sur la délimitation de la frontière maritime dans une zone potentiellement riche en hydrocarbures.

On pourrait aussi développer d'autres sujets, tels que la place respective de la politique et de l'économie publiques, du secteur privé et des ONG dans la société bangladaise : la faiblesse des moyens de l'État conduit le secteur privé à investir non seulement les activités de production et de services marchands mais aussi la santé (hôpitaux, cliniques), l'éducation (écoles, universités). Les nombreuses ONG (plus de 2000 sont enregistrées officiellement en 2011) interviennent aussi dans divers domaines, les plus connues étant Grameen (micro-crédit et autres), BRAC (93000 employés au Bangladesh, dont 38000 enseignants ; présence dans 10 pays d'Asie et d'Afrique) ... et GK !

Les défis de « développement durable »

On sait que le Bangladesh est confronté au défi du réchauffement climatique, avec les risques d'élévation du niveau de la mer, de modification des ressources en eau et des aléas climatiques. Les autorités en sont conscientes, mais il n'est pas facile de savoir que faire pour que le nécessaire développement soit durable.

Citons trois domaines cruciaux : l'eau ; l'occupation du sol et des territoires ; les ressources énergétiques.

La question de l'arsenic dans l'eau a été évoquée plusieurs fois dans nos rapports ; on ne peut pas dire qu'elle soit résolue : des dizaines de millions de personnes consomment encore de l'eau avec des teneurs en arsenic dépassant les normes. Mais il y a aussi d'autres inquiétudes : la salinisation des eaux proches de la mer ; les modifications, induites par l'homme ou par le réchauffement climatique, du débit des grands fleuves ; la pollution par les industries et l'insuffisance de l'assainissement ; les maladies infectieuses qui restent une menace, notamment pour les enfants en bas âge ; l'assèchement des zones humides qui accentue les effets des inondations pendant la mousson. Ces thèmes mériteraient à eux seuls un développement plus important. On pourra y revenir dans un rapport ultérieur.

Compte tenu de la densité de population, de l'urbanisation qui consomme des terres arables et

comble les plans d'eaux, l'occupation du sol et des territoires est un problème croissant : on peut craindre une aggravation de la pression sur les terres moins densément peuplées des zones tribales, et une accélération des déplacements de populations de « réfugiés climatiques ».



Puits et pompe installés par GK dans une zone où l'arsenic fait des ravages (photo Arthus)

Quant aux ressources énergétiques, le Bangladesh dispose certes de gaz naturel et d'un peu de charbon – utilisé dans les centrales thermiques et dans les briqueteries - dont l'exploitation crée des problèmes d'environnement et d'expropriation. Mais les pénuries, notamment d'électricité, risquent de s'aggraver quand la consommation d'énergie (25 fois plus faible par tête qu'en France !) augmentera. Les énergies renouvelables ne pourront venir de la biomasse agricole au détriment des cultures vivrières.

En conclusion ...

Aussi sommaire soit-il, cet aperçu de l'évolution et de la situation actuelle du Bangladesh montre combien il y a de raisons de s'intéresser à un pays qui, si comme le disait au 16ème siècle Jean Bodin : « *Il n'est de richesse que d'homme* », a de grandes perspectives devant lui.

On voit aussi combien les actions de GK – dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'émancipation des femmes, du développement intégré, de l'aide aux minorités etc.- sont en phase avec les besoins d'une population qui a lutté et qui doit continuer à lutter pour une amélioration de ses conditions de vie.

(Marc Chambolle)

GK AUSSI FÊTE SES QUARANTE ANS !

En février 2012, GK fêtera le quarantième anniversaire de sa fondation. Un grand colloque réunira au Centre de Savar les responsables de GK et les représentants de nombreuses institutions et ONG bangladaises ainsi que les représentants d'ONG étrangères. Notre Comité sera représenté par le président et Marie-Noëlle Lejeune.

Que de chemin parcouru depuis l'hôpital de campagne dressé en 1971 pour soigner les blessés de la guerre d'indépendance ! Chaque année a vu une ou plusieurs opérations nouvelles être lancées qui continuent pour la plupart à être opérationnelles. Le prochain rapport les présentera de façon plus complète, en même temps qu'un compte-rendu du rassemblement de février 2012.



Salle d'opération du premier Centre de Santé établi à Savar en 1972 (photo M. Chambolle)

En février 2012 comme en 2000, lors de la People's Health Assembly à Savar, les cadres de GK retraceront l'épopée de leur ONG, mais c'est mal les connaître que de penser qu'ils se contenteront d'autocongratulation. Toute une partie des journées sera consacrée à la prospective avec pour thèmes majeurs : - Le micro-crédit et le prêt saisonnier au Bangladesh : problèmes et prospective. - L'émancipation des femmes durant les 40 ans d'indépendance et l'action de GK. - Le rôle de l'université privée. - Les droits sur les brevets des médicaments essentiels. - L'indépendance des ONG et la réduction de leur dépendance à l'égard des subventions de l'étranger.

Le Bureau du Comité Français adresse aux responsables et aux membres de GK ses chaleureuses félicitations pour l'œuvre accomplie, et tous ses vœux pour les années à venir -vœux que Jacques et Marie-Noëlle Lejeune transmettront de vive voix en février.

(Françoise Audouze)



Le Pr. Maya Altafunessa, nouvelle directrice de GK (à dr.) et le Dr. « Nilou » Rokeya Parvee, biologiste de GK, chez nos amis du groupe de St Mathurin lors de leur visite en France en mai 2011

Initier les Jeunes au Développement Solidaire : le Comité Français s'engage !

Depuis 4 ans, le Comité Français s'efforce de développer les actions d'information en milieu scolaire.

Le partenariat Cher-Tarash, établi sur 5 ans (2003-2008) entre des enfants de CM2 de Bourges et une école du Bangladesh, avait déjà permis de fructueux échanges pédagogiques et culturels. Depuis lors, de nombreux contacts ont été pris auprès d'équipes de direction et d'enseignants, et des actions ont été menées au sein d'établissements scolaires publics et privés. L'accueil et le soutien que nous avons reçus se sont concrétisés de diverses manières. Ainsi, l'Ecole Nationale de Commerce de Paris a hébergé à plusieurs reprises les AG et les réunions d'information proposées par le Comité aux sympathisants et qui se sont tenues dans son amphithéâtre.

Les interventions du CFS en milieu scolaire a d'abord pour objet d'informer et de sensibiliser les élèves aux difficultés des pays du Sud et à l'engagement de GK pour un modèle de développement intégré. Pour ce faire, l'équipe du CFS s'est dotée d'outils pédagogiques d'une grande utilité : montages photos, à partir de nos propres prises de vue, sur des questions ciblées (la situation des femmes, les problèmes

environnementaux, la distribution et l'organisation du micro-crédit, etc...) De son côté GK, qui a bien compris nos besoins documentaires, nous a aidés en faisant procéder au tournage d'un petit film que nous avons sous-titré.

Le public visé est constitué de jeunes élèves (niveau 6èmes, 10-11 ans), autant que de jeunes adultes (élèves de terminales), voire d'étudiants. En effet, il est possible d'intéresser des enfants de 6èmes au sort des enfants du Bangladesh dont l'accès à l'école est si fragile, et d'autre part l'exposé d'une question économique précise sur l'organisation et les effets du micro-crédit dans les villages des Chars du Nord concerne les élèves de 1^{ère} ES, alors que les élèves scientifiques sont plus attirés par l'approche géographique et environnementale. Des jeunes filles de 1^{ère} SMS ont discuté à partir d'un exposé sur la situation des femmes et l'action des TBA (sages-femmes traditionnelles) dans les villages. La connaissance de ce pays, de son histoire, de la variété de ses régions et, malheureusement, des difficultés qu'il connaît, l'intelligence des programmes de GK, offrent un panel de sujets qui recoupent toutes les disciplines enseignées en milieu scolaire.

Notre action s'établit en plusieurs temps et l'année scolaire n'est souvent pas assez longue.

Le Comité prend contact avec l'équipe de direction, des enseignants, ou des associations de parents d'élèves. L'observance des règlements est un passage obligé et nécessaire : passage et vote au Conseil d'Administration, inscription au programme du CESC, information large, en particulier des parents... Notre action acceptée, nous intervenons devant les élèves au cours de séances de 2h, sur des sujets choisis par leurs professeurs. Dans cette rencontre, les élèves prennent connaissance de la situation du Bangladesh et l'échange est décisif pour leur implication. Ils arrivent en classes, ou sont rassemblés dans un amphithéâtre par groupe de 70 à 100 personnes. Leur décontraction, voire leur indifférence, tombe rapidement. Ils sont accoutumés aux spectacles des catastrophes diffusés par les médias. Nos propres commentaires et leur profond désir de trouver des solutions efficaces ont toujours levé les premières réserves. Si l'on ne refuse pas le débat, ils sont prêts à s'engager et à relever le défi.

Le troisième temps est consacré à la recherche de l'action à mener et aux solutions de faisabilité. Le lycée français de Madrid qui, depuis longtemps, sous la houlette de parents d'élèves fortement impliqués, soutient des associations humanitaires,

a servi de modèle. La course de solidarité des élèves de 6èmes (plus de 300 élèves) se tient en mars. Les élèves ont cherché des sponsors : un membre de la famille, une entreprise. Ils ont négocié le soutien financier qu'ils obtiendront en fonction du nombre de km qu'ils vont parcourir. Le tour des terrains du lycée fait 1 km. La grande majorité va courir 10 tours. En passant devant le contrôle et nos représentants, ils scandent : « Bangladesh, Bangladesh... ».

D'autres établissements ont mené des actions similaires. En juin 2011, le lycée Hoche de Versailles a tenu des tournois de sports collectifs qui ont occupé l'ensemble des terrains et des gymnases. Tous les professeurs d'éducation physique se sont mobilisés. 300 élèves ont participé. Les spectateurs ont été nombreux. Trois membres du comité ont tenu une table d'information et ont été émus par les élèves qui apportaient leur don personnel de quelques euros. Auparavant, l'information en réunion avait touché 5 classes de Secondes et 12 classes de 1ères S et ES. Au lycée Sainte-Ursule de Caen, l'action a été conduite auprès de jeunes filles se préparant au baccalauréat Sciences Médico-Sociales. Ces élèves ont profité de la fête de fin d'année pour tenir une campagne d'affichage et prélever un pourcentage sur les bénéfices obtenus par la billetterie et la confection de gâteaux au profit de GK. Ainsi les actions se diversifient, chacun utilisant au mieux les circonstances et les coutumes locales. A chaque fois, la participation est volontaire, festive et l'engagement exceptionnel.

Enfin, le Comité s'engage à revenir l'année suivante rendre compte de l'utilisation des fonds récoltés. A Madrid, où la contribution financière a été élevée, le Comité est venu montrer les photos de l'école qui a été construite dans les Chars. Les élèves, qui sont à présent en 5^{ème}, ont manifesté leur satisfaction devant cette réussite et ont beaucoup apprécié cette démarche qui leur a permis de connaître les effets de leur engagement. Tous ces travaux seront poursuivis. Les contacts sont établis pour 2011-2012 avec Madrid. Les élèves de Caen attendent notre retour..

Nous restons à la disposition de tous ceux qui auraient l'opportunité de nous introduire ainsi auprès des équipes éducatives des établissements scolaires. Les jeunes restent sensibles et concernés par les causes humanitaires et il ne tient qu'à nous de leur proposer des terrains d'action où ils sauront s'engager avec efficacité et générosité.

(Annie Arnaud)

Anne-Marie Chartier, spécialiste renommée de l'enseignement primaire et de la formation des maîtres, nous expose son prochain projet pour les écoles de GK.

PROJET POUR LES DEUX SESSIONS DE FORMATION DES MAÎTRES À VENIR

Durant la première session de formation qui a eu lieu en février 2011 à Savar et Tanchi, je souhaitais tester devant les cadres et formateurs de GK un modèle pratique de formation continue. Il consistait à demander aux maîtres d'effectuer des exercices réutilisables en classe, seuls ou par paires, de discuter en petits groupes de questions professionnelles et de présenter devant le grand groupe les résultats de ces échanges entre collègues. Le succès du module a été tel que les formateurs présents l'ont reconduit tel quel dans d'autres sessions de stage menées par GK dans les mois suivants.



A.-M. Chartier au milieu des institutrices des CHT en février 2011

Dans la deuxième session que j'animerai sur place en janvier-février 2012, il s'agit de "former les formateurs" en leur permettant de dégager les principes à l'oeuvre dans ce modèle. Ils pourront ainsi inventer de nouvelles situations d'exercice et renouveler progressivement le répertoire des activités à proposer aux stagiaires, en liaison avec les programmes scolaires, la réalité locale des écoles et les profils des enseignants. Ceci veut dire qu'ils vont être partie prenante dans la conception et l'animation de ces 2 sessions à venir (dans lesquelles j'aurai plus à les observer qu'à faire devant eux) et qu'ils revivent deux fois la même situation (dans les deux stages de 3 jours) pour améliorer leur prestation. Ceci implique aussi qu'ils aient observé avec moi des situations de classe, non pour évaluer les écarts des maîtres et des élèves à la norme, mais pour y repérer les situations scolaires ou péri-scolaires et les gestes du travail enseignant sur lesquels ils peuvent

s'appuyer pour aider les maîtres à mieux concevoir et conduire leur travail.

(Anne-Marie Chartier, chercheuse associée à l'Institut Français d'Éducation de l'ENS-Lyon)

COMITE AGEN-BANGLADESH

Notre 39ème exposition-vente d'Artisanat et Denrées Alimentaires du Commerce Équitable a eu lieu début décembre 2010. Grâce à Marie-Noëlle Lejeune et Isabelle Bessy nous avons eu un petit stand spécial Bangladesh, merci à elles. Cette année nous déplaçons le lieu de l'exposition du Théâtre au Stadium. La Mairie d'Agen prend en charge la location du lieu. L'exposition aura lieu du 17 au 20 novembre 2011. Nous aurons, grâce à Marie-Noëlle, un grand sac d'articles

bangladais, ramenés de là-bas : ce sont surtout des écharpes que la femme de Zafrullah vendait au profit de sa propre ONG de femmes en lutte pour la reconnaissance de leurs droits.

Plus efficace est notre appel de fonds que nous lançons en avril à nos amis et connaissances : près de 900 lettres pour 140 donateurs. Cette année nous avons reçu 6500 €.

(Colette Maillet)

Du nouveau dans les Yvelines: Une section yvelinoise de notre comité se crée sous la responsabilité de Monique et Jean-Pierre Bécue et Marie-Claude Fulchignoni-Lataud. Deux réunions d'information et un dîner de discussion ont eu lieu en juin, en octobre et début novembre.

DONATIONS ET LEGS : UN MOYEN PRIVILÉGIÉ D'EXPRIMER SA SOLIDARITÉ

Le CFS GK Savar, en tant qu'association d'assistance et de bienfaisance déclarée, est habilité à recevoir des donations et des legs. Bénéficiant de l'exonération de toute imposition sur les sommes reçues, il peut en consacrer la totalité au financement des actions de GK.

Merci de penser à cette option offerte pour montrer votre soutien à une ONG qui agit auprès des plus démunis du peuple bangladais. Si cette possibilité vous convenait, n'hésitez pas à prendre contact avec Isabelle Bessy (tél. : 01432180 25).

A renvoyer à : COMITE FRANÇAIS DE SOUTIEN A GK SAVAR BANGLADESH 1 RUE DE RIVOLI 75004 - PARIS

OUI, je veux soutenir les actions GK retenues par le Comité :

je choisis un don ponctuel ⁽¹⁾ (paiement à l'ordre du CFS GK Savar Bangladesh)

Par exemple pour financer le projet de développement de jardins familiaux pour 2000 familles très pauvres dans les Sundarbans afin de générer des compléments d'alimentation et de revenus dans les zones touchées par les cyclones de 2007 et 2008.

15 € 50 € 100 € 200 € 300 € €

je choisis de faire un virement automatique mensuel ou trimestriel ⁽¹⁾ de €

(merci d'adresser un relevé d'identité bancaire pour la banque)

Mme M Mlle

Prénom..... Nom.....

Adresse.....

Adresse internet@.....

(1) Si vous êtes imposable, vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % de votre don, dans la limite de 20 % de vos revenus. Ainsi, lorsque vous donnez :

30 €	100 €	200 €	300 €
Il ne vous en coûte réellement que :			
10 €	34 €	68 €	102 €